

dans la nuit du 2 au 3 et s'acheva pendant le jour suivant. Celles de nos troupes qui entrèrent dans le quartier du Transtevere, celui pourtant qui a dû souffrir davantage des opérations du siège, furent accueillies par les applaudissements de la population. Celles qui entrèrent par la porte du Peuple furent reçues plus froidement. Le Corso, qu'elles traversaient, a été le centre du mouvement. Toutefois si la sympathie ne se manifestait pas hautement, rien ne montrait non plus un sentiment hostile. La peur régnait encore dans ce quartier.

Cependant, quand l'état-major arriva à la hauteur du café Nuovo, un cri de "Vive la République romaine et quelques sifflets se firent entendre. Le général en chef se retourna aussitôt vers ses officiers d'ordonnance et leur dit en souriant : " Messieurs, ceci est une affaire de cravache, ne voulez-vous pas vous en charger ? " A l'instant une dizaine d'officiers s'avancent au petit galop vers le groupe des siffleurs, qui se dispersent avec prétresse dans toutes les directions, et disparaissent comme par enchantement, ç'a été le dernier acte de la résistance militaire. Au même moment s'accomplissait au Capitole le dernier acte de la résistance politique.

Les pères conservateurs, gravement assis sur leurs chaises curules, acceptaient la démission des triumvirs Mazzini, Armellini et Saffi ; finissaient par les remplacer par Saliceti, Mariani et Calandrelli ; ils retiraient des cartons où il attendait dans la discussion le projet de Constitution définitive de la République expirante ; on le déclarait discuté et approuvé, et on le votait par acclamation. Ceci rappelle un peu le *Morituri te saluant* des généraux et des martyrs à car, deux heures plus tard, l'ordre nouveau mettait fin à cette parodie prolongée.

Comme toujours, les principaux meneurs ont abandonné la ville. Mazzini s'est réfugié, dit-on, à bord d'un vaisseau américain qui croisait depuis plusieurs jours dans les eaux du port d'Anzio ; Garibaldi, avec sa bande, a pris la route des montagnes de Frascati. Plusieurs de nos régiments sont à sa poursuite. Armellini, Avezzana et autres, ont disparu.

Les dernières nouvelles sont du 5 ; elles se trouvent contenues dans la dépêche suivante du général Oudinot communiquée à l'Assemblée Nationale dans la séance du 9 :

Rome, le 3 juillet 1849.

" dès l'entrée des troupes françaises à Rome, j'ai pris toutes les mesures nécessaires pour assurer l'ordre et la tranquillité. J'ai nommé le général Rostolan gouverneur de Rome, et le général Sauvan commandant la place.

" Le fort Saint-Ange a été remis à nos troupes ce matin, à sept heures."

#### PROCLAMATION DU GÉNÉRAL OUDINOT.

Voici le texte de la proclamation que le général a fait publier le 3 juillet à Rome :

" Habitants de Rome,

L'armée envoyée par la République française sur votre territoire a pour mission de rétablir l'ordre réclamé par vos populations. Une minorité factieuse ou égarée nous a contraints de donner l'assaut à vos remparts. Nous sommes maîtres de la place ; nous accomplissons notre mission. Au milieu des témoignages de sympathie qui nous ont accueillis, là surtout où les sentiments du vrai peuple romain n'étaient pas contestables, quelques élémens hostiles se sont fait entendre et nous ont forcés à une répression immédiate.

Que les gens de bien et les vrais amis de la liberté reprennent confiance ; que les ennemis de l'ordre et de la liberté sachent que si des manifestations oppressives provoquées par une faction étrangère se renouvelaient, elles seraient rigoureusement punies.

Pour donner à la sécurité publique des garanties positives, j'arrête les dispositions suivantes :

Provisoirement tous les pouvoirs sont concentrés en mains de l'autorité militaire ; elle sera immédiatement appelé au concours la l'autorité municipale.

" L'Assemblée, le gouvernement, dont le règne violent et opprime a commencé par l'ingratitude, et a fini par un appel impie à la guerre contre une nation amie des populations romaines, cessent d'exister.

Les clubs et les associations politiques sont fermés. Toute publication par la voie de la presse, toute affiche non autorisée par l'autorité militaire sont provisoirement interdites. Les délits contre les personnes et les propriétés sont justifiables des tribunaux militaires.

" Le général de division Rostodan est nommé gouverneur de Rome.

" Le général de brigade Sauvan est nommé commandant de la place.

" Le colonel Sol est nommé major de place.

Rome, le 3 juillet.

" Le général commandant en chef,  
OUDINOT DE REGGIO."

#### LES LIGUEURS.

Nous empruntons au *Moniteur Canadien* d'hier l'exposé d'une des premières opérations de la Convention de la Ligue :

" Enfin les ligueurs se sont réunis dans la ville de Kingston en Convention. Les résultats de cette grande démonstration se réduisent à peu de chose, si on les compare aux déclamations des meneurs depuis l'époque des violences qui se sont commises dans notre ville pendant la dernière session de notre parlement provincial. D'ailleurs une partie de ce qui s'est dit dans l'Assemblée n'est pas connue, parce que les portes ont été fermées au public pour partie du temps qu'elle s'est tenue.

Une résolution disant qu'il était essentiel pour l'intérêt et les libertés du peuple du Canada, que le conseil législatif fut élu, et non pas nommé par la couronne proposée d'abord, a été rejetée. Il a d'ailleurs été déclaré, que le représentant de la reine et l'exécutif étaient devant l'objet du mépris, que les intérêts du pays, sous le rapport de l'industrie, du commerce et de l'agriculture avaient été paralysés, et que l'union de la colonie et de la métropole avait été mise dans un grand danger. Nous n'avons pas besoin d'appuyer sur ce qu'a d'étrange la résolution de ces loyaux par excellence. Contentons-nous d'dire qu'elle ne spécifie pas les faits qui la motivent.

Par d'autres résolutions, les ligueurs témoignent le désir de voir continuer ce qu'ils qualifient de protection de nos commerces, ce qui ne peut qu'avoir rapport aux taxes plus lourdes, mises au siège de l'empire. Sur les produits qui viennent de l'étranger que sur ceux qui viennent des colonies !

Nous n'avons pas besoin de faire observer que les ligueurs ne sont pas de forts habiles économistes. Le monopole à la conservation duquel ils aspirent n'est pas moins contraire à l'intérêt de la colonie qu'à celui de la métropole. Qui devrait ne pas applaudir au contraire, aux mesures par lesquelles le parlement se propose d'ouvrir notre commerce à l'étranger, mesures qui ne peuvent qu'être pour l'avantage réciproque de ces provinces comme de l'empire.

L'espace et le temps nous manquent dans ce moment pour appuyer sur d'autres résolutions, comme sur plusieurs propos tenus dans cette occasion, qui sont prêts de l'absence de modération de la part de plusieurs de ces membres, et d'un violent esprit de parti.

Il n'est pas facile non plus de s'expliquer que, sous le système de gouvernement responsable, la majorité paraît avoir été favorable à ceux qui déclamaient contre lord Elgin, et qui ne voulaient pas permettre à personne de le défendre.

Une motion de M. Gowan en termes qui sont bien loin d'être mesurés contre lord Elgin a fini par être retirée ; mais celle d'un M. Wetenhall qui déclare entre autres que c'est l'opinion de la Convention que la continuation de lord Elgin dans ses fonctions de représentant de la couronne, ne peut nourrir des sentiments d'attachement pour la souveraineté, ni contribuer à faire régner dans le pays, la paix si nécessaire pour l'union comme pour l'intégrité de l'empire, a passé à l'unanimité.

Nous laissons pour le moment nos lecteurs à leurs réflexions sur la singularité de ces procédés. Pour le reste, nous devons dire qu'une autre résolution n'est pas digne de considération. C'est celle dans laquelle on déclare que les dépenses actuelles du gouvernement civil sont hors de proportion avec les ressources de la province, qu'il serait nécessaire de les diminuer comme de mettre beaucoup d'économie dans la conduite de nos affaires publiques. On sait qu'il devait être question plus tard d'un projet de confédération des provinces britanniques. On n'a pas besoin de dire quel peuvent être les vues des meneurs, nous tâcherons de rendre compte de leurs procédés sur ce sujet lorsqu'ils nous seront parvenues."

Par une résolution postérieure, la Convention s'est déclarée en permanence et a décidé qu'elle siégerait au temps et lieu du parlement provincial et que l'avis qui convoquerait les chambres serait aussi une convocation de la convention. Ainsi sa Session est déjà terminée.

— A propos des procédures de la Convention, le *Herald*, trouve absurde qu'on parle d'une confédération de toutes les provinces britanniques de l'Amérique du Nord dans une assemblée où il n'y avait pas dix membres sur 150 qui savaient quelque chose de la Nouvelle-Ecosse et du Nouveau-Brunswick. — Il est certain, dit-il, y a quelque chose à réformer dans nos institutions puisqu'elles opèrent mal, et cependant ils n'ont pris aucune mesure pratique de réforme. On dirait qu'ils ont eu peur de toucher à des réalités. — Ils ont enregistré leur attachement inviolable aux principes du gouvernement monarchique établis par la constitution britannique, c'est-à-dire à ce même gouvernement qu'ils ont tous reconnu comme ayant mal fonctionné dans le Canada-Uni."

Nous avons appris, depuis, que la ligue s'était déclarée en permanence.

Quelle est l'origine du "denier de St. Pierre" ? c'était une taxe qui commença à être prélevée en Angleterre d'un sol sur chaque maison contenant pour une valeur de 20 sols, et qui était payée au Pape. Elle originaire chez les Saxons, en 720, fut continuée par Edouard III., renouvelée par Richard II., et interrompue lors de la réforme. Cette collecte avait pour but de payer les dépenses personnelles du Pape.

Le Père Mathieu. — Mgr. Fitzpatrick a invité le Père Mathieu à résider chez lui pendant le temps de son séjour à Boston.

A une assemblée de la société catholique de tempérance de St. Jean [Boston], la somme de \$100 a été votée pour le soutien du zélé prédicateur. — La réception de cet apôtre distingué de la tempérance, à Boston a été brillante. Les diverses associations de tempérance, et tous les amis de la tempérance, en général, l'escorteront à travers les principales rues, sous la direction du maréchal en chef, Moses Kimball, écuyer : — Cinq bandes de musiciens, placées à différentes distances dans les rangs de la procession, faisaient rebondir l'air de leurs accords. — Le 26 juillet, le père a dû se rendre au collège de Ste. Croix, pour y assister à la célébration des dégâts aux étudiants et à la distribution des prix.

POSE DE LA PREMIÈRE PIERRE D'UNE ÉGLISE. — Une cérémonie très-intéressante eut lieu, le 13 courant, à St. Albans (V. M.) Le Très-hié. Evêque McCloskey, à la pressante invitation du pasteur du lieu et de toute sa congrégation, y a béniti, selon les rites majestueux du culte catholique, la première pierre d'une nouvelle église, sous le patronage de l'Immaculée Vierge Marie. Après la cérémonie, Sr. Grandeur monta sur une plate-forme, et fit une allocution qui fut reçue avec une vive approbation par tous les auditeurs soit catholiques, soit protestants. Depuis longtemps le village de St. Albans n'avait éprouvé une joissance comme celle que lui a procurée la visite de Mgr. McCloskey. Plusieurs protestants distingués se sont exprimés, sur son compte, en termes pleins d'estime.

#### DIVERS FAITS

EXPÉDITION À LA CALIFORNIE. — Le *Montréal Gazette* dit que deux vaisseaux doivent faire voile de nos îles pour San Francisco, le brick *Eureka*, de Bushfield et le brick *Iroquois* de *Sackets Harbor*. La permission requise pour passer par nos canaux jusqu'à la mer a été obtenue du gouvernement britannique.

EMIGRES POUR LE CANADA. — Le nombre d'emigrés canadiens pour le Canada, dans les différents ports anglais et irlandais depuis le 28 avril est de 23,802 : 23,294 étaient passagers de bateaux 508 seulement étaient passagers de chambre.

QUARANTINE. — Des nouvelles reçues de la Grosse Isle la semaine dernière nous apprennent que pas un seul cas de choléra avait eu lieu à la quarantaine depuis l'ouverture de la navigation.

EMPOISONNEMENT. — La *Gazette de Québec* du 27 courant nous apprend qu'une jeune fille de 14 ans, s'est empoisonnée à Stamford, samedi, nous ignorons son nom.

UNE FAMILLE EMPOISONNÉE. — Vendredi dernier, la ville de Cincinnati a été le théâtre d'un sortilège horribles : une famille entière, composée de neuf personnes ont succombé presque immédiatement, et les autres sont toutes dans un état plus ou moins critique. Le fils aîné de la maison, James Santmons, a été assassiné, sans prévention l'avoir commis et crime. Il a été constaté, en effet, que le poison avait été acheté la veille, par lui. Ce jeune homme menait une vie des dérèglements, et l'on attribue son paradoxe à l'héritage de ses parents.

ROME. — Procession républicaine. — Au moment où les Français livraient les derniers assauts, une lettre privée de Rome dit qu'une grande procession républicaine, à la tête de laquelle marchait la Princesse Belgisso, était dans la ville, dans le but d'exhorter la population à résister jusqu'à la fin. La Princesse portait un chapeau phrygien, et une robe de soie noire décorée de rubans rouges, et elle haranguait le peuple à mesure qu'elle s'avancait. Elle était suivie de MM. Laviron et Pilks, deux français, qui portaient chacun un pavillon rouge, avec des devises révolutionnaires, et par Mazzini, Garibaldi, Avezzana, etc. L'effet de la démonstration, ne répond pas toutefois, à l'attente des révolutionnaires, et la population vit cette exhibition avec indifférence et dégoût. (*Tablet*.)

L'HÉRÉSIE À ROME. — L'hérésie cherchait déjà à exploiter les dispositions des mécontents pour s'infiltrer à Rome. Le *Daily News* dit que 4,000 bibles protestantes avaient été imprimées et distribuées (*Idem*).

ENGLETERRE. — On lit dans le *Morning Chronicle* au sujet du prochain voyage de la reine en Irlande :

" Le séjour de la reine à Dublin se bornera à quatre jours et il n'y aura aucune cérémonie d'apparat officiel pendant la visite royale. On a fait des préparatifs pour recevoir la reine à Vice-Regal-Lodge, Phoenix-Park. Lors de la visite de George IV, en 1821 les sonnations du vice-roi, le comte Talbot, furent suspendues pendant quelque temps, parce que la cour avait été transférée à Dublin, et que le roi était accompagné de ses ministres, des grands officiers de l'Etat des ambassadeurs étrangers. Comme la visite de la reine officielle, il ne sera rien chargé au pouvoir exécutif. La reine, pendant son séjour, sera reçue par le lord-lieutenant. L'opinion générale est que l'escadre royal, après avoir touché à Cork, arrivera dans le port de Kingstown dans la deuxième semaine d'août."

MORTALITÉ À LONDRES. — Le nombre de morts enregistrés à Londres pour la semaine finissant le 30 juin a été de 1217, ce qui fait 232 de plus que la semaine d'avant, et 254 au-dessus des cinq dernières années à la même date. Le nombre des naissances enregistrées est de 1,4551, savoir, 801 garçons et 750 filles.

— Il y a en ce moment, sur la table de la chambre des communes 1,132 pétitions, signées par 204,205 personnes qui demandent la conclusion de traités entre l'Angleterre et les autres puissances du globe, pour qu'elles s'engagent à se soumettre à la décision d'arbitres dans le cas de différends qui pourraient occasionner la guerre.

— Les journaux de Londres du 11 annoncent l'arrivée dans cette capitale, de M. Drouyn de Lhuys, le nouvel ambassadeur de France.

— La reine d'Angleterre, dans son voyage en Irlande sera escortée par 13 bâtiments à vapeur, portant 135 canons et 2,000 hommes.

FRANCE. — Les élections complémentaires du 8 juillet se sont passées en France avec beaucoup de calme ; à Paris, elle ont été entièrement à l'avantage du parti modéré ; la liste de l'Union électorale a obtenu une majorité très forte et les candidats de l'opposition quelque fut d'ailleurs leur manche et leur considération personnelle, sont tout à fait distancés. M. Gondchaux, le plus favorisé de ces candidats, est 10,000 voix au dessous du dernier conservateur. M. Lamartine n'a obtenu que 39,403 voix. M. E. de Girardin s'est à peine élevé à 11,000. Les élections actuelles faites sous la pression de l'état de Siège, n'ont pas une signification bien sérieuse, et surtout elles ne modifient en aucune façon la position.

On lit dans la *Patrie* du 12 juillet :

" Le parti de l'ordre vient de ressusciter les fruits de l'excellente discipline qu'il a su introduire dans ses rangs. Sa liste entière a prévalu. C'est la première fois qu'il remporte une victoire si complète et si décisive. C'est la première fois que l'élection de Paris répond entièrement au sens de la majorité du pays. Ce résultat ne peut manquer de produire une excellente impulsion dans le pays. Ceux que la démagogie élirait à bon droit se rassureront en constatant que les forces de la démagogie commencent à baisser au foyer même des passions révolutionnaires. A leur tour, les démagogues deviendront moins turbulents en s'apercevant que les masses les abandonnent. C'est de bon augure pour le rétablissement de la confiance générale."

INSTABILITÉ DES CHOSES HUMAINES. — Un préfet d'un des départements de France mentionnait à un ami, il y a quelques jours, comme un singulier exemple de l'instabilité des choses humaines, qu'il y a environ douze mois, il reçut la dépêche télégraphique suivante :

M. le Préfet. — Arrêtez par tous les moyens possibles le citoyen Louis-Napoléon Bonaparte, s'il se présente dans votre département.

(Signé) " Ledru-Rollin."

Un an après, le même préfet reconnaît une autre dépêche, conçue dans les termes suivants :

Arrêtez par tous les moyens possibles le citoyen Ledru Rollin, s'il se présente dans votre département.

(Signé) " Dufaure"

Ministre de Louis Napoléon.

Sa majesté la reine des Belges et la Duchesse d'Orléans, accompagnées du comte de Paris et du Duc de Chartres, visitèrent Sa Majesté la Reine Victoria, samedi le 30 juillet, au palais de Buckingham.

Mardi, la reine et la famille royale sont allées à Osborne House, où elles doivent demeurer jusqu'à la clôture du parlement, après laquelle sa Majesté partira pour l'Irlande. (*Idem*.)

CONDAMNATION À MORT. — Quatre soldats ont été condamnés à mort, à Paris, le 3, par une cour martiale, pour avoir résisté à la gendarmerie qui avait reçu ordre d'arrêter le s-s-gent Major Boisot et de le conduire à Vincennes, avant son élection comme membre de l'Assemblée législative. L'un d'eux en entendant sa sentence fondit en larmes, et fut entendre des sanglots. (*Idem*.)

Le frère Macarius, de l'ordre des Trappistes de Mon-Molay, est mort du choléra, à Kingstou;

BUREAU DU SECRÉTAIRE  
Montreal, 19 juillet, 1849.

Il a plu à Son Excellence le gouverneur général nommer les messieurs suivants pour être commissaires pour la décision sommaire des petites causes sous l'Acte 7, ch. 19, savoir :